# REGLES SANITAIRES

## Questions/Réponses

CHSCT MEN extraordinaire du 20 mai 2021

(protocole en vigueur au 1er février 2021 - FAQ au 7 mai 2021)

| Nos questions | Les réponses … |
|---|---|
| **Campagne de dépistage** | |
| Pouvons-nous avoir un premier bilan chiffré des autotests réalisés par les personnels et les élèves de lycée, ainsi que du taux de positivité ? | Le ministère répond que concernant les personnels :<br>* dans le 1D : 2,8 millions de tests ont été envoyés et 2,3 millions réellement distribués<br>* dans le 2D : 1 million de tests ont été distribués<br>Mais qu'il n'a pas de données concernant les tests réellement effectués. |
| Comment les calibrages ont-ils été réalisés ?<br>Nous avons de nombreux retours sur l'écart entre le volume d'autotests calibrés et le nombre réel de personnels dans les établissements. Cela engendre des priorisations locales entre les personnels. | Le ministère répond que la première livraison correspondait à 60% des personnels car le calibrage a été fait en tenant compte des enseignants et des AESH et que chaque localité pouvait distribuer comme elle le souhaitait.<br><br>Le ministère ajoute que le fournisseur s'est engagé à ce que les nouvelles livraisons contiennent une notice correcte et en français. |
| Quelle évolution du protocole autotests est prévue pour permettre une meilleure adhésion des élèves et des familles ? | Le ministère reconnait la difficulté d'adhésion et répond envisager une réalisation à domicile dès le 2ème autotest. Il attend l'accord des autorités sanitaires. |
| Les autotests non utilisés sur certains établissements sont-ils redistribués ? | Absence de réponse. |

| | |
|---|---|
| Qu'en est-il du remboursement des tests salivaires des personnels et du prélèvement de 2€ (au lieu d'1) effectué auprès de certains personnels ? | Le ministère estime ne pas avoir connaissance de dysfonctionnements et précise que l'arrivée des autotests supprime cette problématique. Il fera tout de même part à l'assurance maladie de la facturation d'une franchise de 2€ par certains laboratoires. |
| **Vaccination**<br><br>Quelles mesures sont envisagées pour que les disparités/inéquités entre territoires diminuent ?<br>Quand, à certains endroits, les personnels trouvent aisément des RDV sans critère d'âge ou de pathologie et ce, malgré une information qui ne leur a jamais été communiquée, ailleurs les files d'attente sont interminables voire les créneaux sont impossibles y compris pour les personnels de plus de 55 ans. Sans compter que des doses restent inutilisées en fin de journée !<br>Il est évident que l'absence de consignes de mise en œuvre sur la priorité aux personnels de l'éducation nationale de plus de 55 ans suite aux annonces publiques, tout comme l'absence des étapes de cette priorisation sont un facteur capital dans les disparités relevées. | Le ministère répond que la consigne de créneaux dédiés aux personnels Education nationale a bien été passée et qu'elle doit être respectée. |
| Quid des personnels subissant des effets secondaires après le vaccin ?<br>Les personnels font l'effort de se faire vacciner pour pouvoir continuer à assurer leurs missions tout en se protégeant et protégeant les autres. Les effets secondaires du vaccin clairement énoncés par les autorités sanitaires doivent être pris en compte dans la gestion des personnels et entrainer la suspension de jours de carence.<br>L'UNSA Education demande que le jour de carence soit également suspendu pour les agents présentant des effets secondaires à la vaccination qui nécessitent un arrêt maladie, même bref. | Absence de réponse. |
| Quid des personnels vulnérables vaccinés qui se voient demander de reprendre leur service en présentiel ?<br>Pour l'UNSA Education, au-delà du fait que l'employeur n'a pas à connaitre l'état vacciné ou non d'un agent, la vaccination n'ôte pas le caractère vulnérable d'une personne. | Le ministère répond être d'accord et confirme qu'aucune consigne n'a évolué concernant les personnels vulnérables.<br>Il ajoute être en attente de consignes de la Fonction publique. |
| **Port du masque** | |

| | |
|---|---|
| Peut-on avoir également un point sur la distribution en territoires, y compris des masques inclusifs ? Une nouvelle livraison est-elle prévue ? | Le ministère répond qu'à ce jour et pour cette fin d'année, seuls les masques inclusifs sont gérés au niveau ministériel, la livraison de mars a été calibrée pour permettre d'équiper jusqu'aux congés d'été.<br>Aucune autre livraison ministérielle n'est prévue pour les masques « classiques ». |
| **Mise en œuvre du protocole / Moyens**<br><br>Fermeture de classes, écoles, établissements<br>Une évolution des conditions de fermeture est-elle prévue ?<br><br>Rentrée 2021<br>Pour l'UNSA Education, une politique de recrutement est à prévoir et faire savoir pour la rentrée de septembre. Qu'est-il prévu ?<br><br>Situation de la Guyane<br>L'évolution de l'épidémie sur ce territoire inquiète au plus haut point le milieu scolaire tant les moyens pour mettre en œuvre le protocole sont insuffisants.<br>Qu'est-il prévu sur les semaines à venir pour cesser d'exposer les personnels et les élèves à un degré de contamination intolérable (fermeture des établissements, moyens supplémentaires, …) ? Qu'est-il prévu pour que les examens puissent se dérouler correctement pour chaque élève ?<br><br>Réunions en présentiel<br>Une évolution du protocole est-elle prévue ?<br>La dernière période de l'année est toujours une période intense en réunions de concertation.<br>L'UNSA Education reste favorable au maintien du distanciel et à la protection des personnels.<br><br>Aération des locaux<br>Quid de l'aération impossible de certains locaux (exemple : absence de fenêtre). Cela constitue-t-il une défaillance d'un système de protection qui peut entrainer la reconnaissance d'une contamination accidentelle de la covid ? | Le ministère répond qu'une évolution du protocole est prévue dès le 9 juin, nouvelle étape du déconfinement progressif, mais être en attente de l'avis des autorités sanitaires sur chaque point susceptible d'évoluer.<br><br>Absence de réponse.<br><br>Le ministère répond ne pas gérer ces situations… et découvrir les difficultés de la Guyane.<br>Après avoir témoigné notre indignation face à cette réponse, nous avons exigé que le ministère se saisisse au plus vite de la situation de la Guyane pour y apporter des solutions urgentes !<br><br>Le ministère répond qu'une évolution du protocole est prévue dès le 9 juin, nouvelle étape du déconfinement progressif, mais être en attente de l'avis des autorités sanitaires sur chaque point susceptible d'évoluer.<br><br>Le ministère répond qu'en cas d'impossibilité de respect du protocole, la classe ou la structure doit fermer… |

| | |
|---|---|
| **Continuité pédagogique**<br><br><u>Inclusion</u><br>Quelle mise en œuvre possible dans un protocole qui empêche tout brassage d'élèves de groupes différents ?<br><br><u>Aménagement des enseignements dans le second degré</u><br>Est-il envisagé une évolution de la règle de la demie jauge sur les semaines à venir ? | Le ministère estime avoir proposé la solution la plus protectrice de la contamination sans interdire l'inclusion.<br><br>Le ministère répond qu'une évolution du protocole est prévue dès le 9 juin, nouvelle étape du déconfinement progressif, mais être en attente de l'avis des autorités sanitaires sur chaque point susceptible d'évoluer. |
| **Impact de la crise sur les personnels ?**<br><br>L'UNSA Education a procédé à un signalement d'alerte lors du CHSCT MEN du 10 novembre 2020.<br>Qu'envisage l'employeur pour mesurer d'une part et prendre en compte d'autre part les conséquences de la crise sanitaire sur les personnels (santé, conditions de travail) ? | Le ministère s'engage à revenir vers les membres du CHSCT MEN pour apporter une réponse à la demande d'enquête. |
| **Données chiffrées**<br><br>Au regard de la disparité des chiffres (cas confirmés personnels et élèves, classes et structures fermées) entre départements, il nous apparait nécessaire d'avoir le détail par territoire infra et donc départemental. | Absence de réponse |